

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1852 - 3 mars 1994 - 4 F

D 1852 **BRÉSIL: SOCIÉTÉ CIVILE ET PROJET NATIONAL**

Repenser le social, le politique et l'économique est devenu aujourd'hui au Brésil un impératif pour sortir le pays de la crise profonde d'identité dans laquelle il est plongé (cf. DIAL D 1845). Depuis plusieurs années, on voit s'affirmer des forces vives dans ce qu'il est convenu d'appeler la société civile. Une étape importante vient d'être franchie au Brésil avec la tenue de ses premières assises pour une recherche et une proposition de "projets stratégiques" de nouvelle société. Ci-dessous compte rendu de la première conférence nationale sur ce thème qui s'est tenue à Brasília du 10 au 15 novembre 1993.

Note DIAL

Première conférence nationale "PROJETS STRATÉGIQUES ALTERNATIFS POUR LE BRÉSIL"

1. La société civile brésilienne, qui se réorganise depuis quelques années pour exiger une cohérence éthique dans la pratique politique, commence également à s'articuler pour proposer des solutions au pays. Elle estime que prendre sa part de responsabilités dans l'élaboration de projets politiques et dans la gestion de la vie collective est un contrepois nécessaire face à la dégradation des pouvoirs constitués et au discrédit des institutions.

2. Cette capacité de proposition qui émane de diverses organisations de la société civile manifeste leur vitalité et leur viabilité. Elle survient à l'heure où l'espace civique propre aux partis et aux articulations entre partis ainsi que l'espace institutionnel de l'État révèlent leurs limites dans la recherche des consensus stratégiques nécessaires à la formulation et à la mise en oeuvre d'un nouveau projet national.

3. Réunis à l'Université de Brasília du 10 au 15 novembre 1993, les trois cents participants inscrits à la première conférence de "Projets stratégiques alternatifs pour le Brésil" ont débattu des limites, des contradictions et des alternatives du développement national.

4. Dans leur grande majorité, les participants venaient d'universités, d'organisations non gouvernementales (ONG), d'organismes civils, patronaux et ouvriers de différents États du Brésil.

5. Conformément au programme arrêté et aux propositions d'alternatives et projets stratégiques pour le Brésil dans la perspective du prochain millénaire, la conférence a approfondi les points suivants:

- a) les questions relatives au thème de l'exclusion sociale comme forme ou tendance structurée de l'inégalité socio-économique et politico-culturelle chez nous;
 - b) le maintien ou le changement des modèles de mise en question de la modernisation brésilienne récente, et de dénonciation de ses caractéristiques, de ses impasses et de ses paradoxes, cela dans la perspective de la citoyenneté;
 - c) l'identification des acteurs sociaux susceptibles de jouer un rôle dans les nécessaires changements au sein de la société brésilienne;
 - d) la priorité à accorder à la question nationale, et les caractéristiques propres au rapport État-société sous l'impact de l'inégalité à l'intérieur du pays et du régime de l'accumulation en raison de ses liens avec l'international;
 - e) la discussion des réformes sociales d'ordre structurel ainsi que de la réforme de l'État et des politiques publiques en fonction des inégalités à l'intérieur et compte tenu des liens avec l'international;
 - f) le débat sur la faisabilité et le long terme des transformations nationales à opérer, en mettant en relief la société civile et son rôle, les consensus et les conflits qui se manifestent sur la scène publique;
 - g) l'existence et l'élaboration de droits comme fondement de la citoyenneté et de l'effort de démocratisation; l'importance de la démocratie et son rôle stratégique dans la recherche d'une voie nouvelle de développement humain dans le pays;
 - h) la pluralité et le pluralisme comme valeurs stratégiques pour l'élaboration et la mise en oeuvre d'un nouveau projet national;
 - i) la proposition d'une nouvelle éthique pour le développement national, dont la définition en termes théoriques doit reposer sur des expérimentations concrètes en cours dans le pays et susceptibles d'être généralisées;
 - j) l'élargissement de la sphère du public, comme résultat du combat civique dans un contexte de crise éthique et morale des élites, et comme besoin d'un nouveau rapport entre public et privé dans la bataille contre toutes les formes de corruption et de misère;
- (1)
- l) le renversement de la tendance à la privatisation de la chose publique, et celui des priorités en matière de social, d'environnement et d'investissement, avec un accent sur la question de l'éducation comme une des dimensions nécessaires au futur consensus national;
 - m) la crise de l'État qui enfonce la société et qui est le reflet des conflits résultant du vieux modèle de développement et du système politique, ce qui met sur la table les questions de la centralisation du pouvoir et de la régionalisation de l'inégalité;
 - n) les caractéristiques d'une nouvelle Fédération et d'une recomposition territoriale urbaine et rurale, compte tenu des recherches de nouveaux positionnements respectifs entre inclus et exclus du développement;
 - o) le caractère indissoluble du lien entre questions nationales et internationales, comme élément de toute réflexion sur l'intégration du Brésil dans le nouvel ordre mondial.

6. Grâce à ses discussions ouvertes sur la base du dialogue, la conférence est devenue un lieu de rencontre et d'interaction entre les différents acteurs sociaux en tant que personnes ou groupes. L'événement de société civile qu'a revêtu la conférence, compte tenu du patronage des universités fédérales et de la participation conjointe des organisations non gouvernementales, est un encouragement à l'engagement public dans le débat national.

¹ La lettre k n'est utilisée dans l'alphabet brésilien que pour les abréviations reconnues internationalement et pour les mots d'origine étrangère (NdT).

7. Mais il faut élargir la discussion, lui faire de la publicité, la promouvoir par région et la coordonner avec les propositions des acteurs sociaux disposés à se joindre à cet effort d'élargissement des différents points exposés ci-dessus. Sans aucunement prétendre à l'exclusivité du débat sur les projets à long terme ou sur les stratégies pour le pays, cette première conférence nationale entend oeuvrer dans une double direction: donner la priorité à la voix de la société civile et offrir un espace à la présence de la société politique. Les programmes et les politiques devront être abordés sous l'angle d'une nouvelle éthique du développement comme axe de tout projet concernant la sphère du public au plan national, et comme exigence de transparence dans l'exercice du pouvoir.

8. Afin d'assurer la continuité du travail commencé par cette conférence, un premier programme de rencontres par États et par régions a été arrêté. Il commence par le Nord-est, avec la Paraíba (29 novembre/14 décembre 1993), la Bahia (18/21 janvier 1994), le Ceará (date à fixer); il se poursuivra dans d'autres régions comme le Sud et le Sud-Est (Rio de Janeiro, mars 1994), ainsi que par des rencontres par milieux sociaux et par une deuxième conférence nationale (probablement en août 1994). Parallèlement à toutes ces initiatives, une étude est entreprise sur la mise en place immédiate d'un système de communication électronique autour de la conférence par le réseau "Alternex"; il s'agirait d'une revue électronique présentant et résumant les articles et les propositions disponibles à la documentation de la conférence. Sont également à l'étude une proposition de création d'une "banque de projets alternatifs", ainsi que l'idée d'une revue ou d'encart dans un grand journal national afin d'atteindre un plus large public et d'encourager le débat dans d'autres secteurs de la société brésilienne.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)